

Direction Inspection Contrôle Audit
Affaire suivie par :



Courriel : ars-bfc-controlesurpieces@ars.sante.fr

Dijon, le **31 JUIL. 2024**

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le directeur général de l'Association
ARPAVIE
8 Rue Rouget de Lisle
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

RAR N° 2C 182 939 7482 3

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 210950028 - EHPAD L'ESPERANCE - DIJON

**PJ : - Tableau des mesures définitives
- Tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 23 mai 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 12 juin 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 23 mai 2024, je vous notifie les mesures

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de Côte-d'Or : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et [REDACTED]

Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,
[REDACTED]

Copies à :

Monsieur le directeur
210950028 - EHPAD L'ESPERANCE
24 rue de Gray
21000 DIJON

Monsieur le Président
Conseil départemental de la Côte-d'Or
53 Bis rue de la Préfecture
21000 DIJON

La prescription n° 3 est abandonnée.

Tableau des mesures éducatives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 23/01/2024

Activité : [REDACTED]

Activité suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD L'ESPÉRANCE

Adresse : 24 R DE CLAIR

Code postal : 21000

Campus : C0004

N°	Titulaire	Fondement juridique	Délai	Prescriptions			Date de la mise à jour	Observations
				Éléments de preuve à fournir	Référence réglementaire	Indice QIV / Répondant		
4	<p>Définir la structure de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le niveau des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire.</p> <p>Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et à la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative à ce thème, incluant des ateliers de réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de différents thèmes.</p>	<p>16321-1 CT et 16321-2 CT 16321-30 CSP Arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence</p> <p>RPP : mise en œuvre d'une stratégie d'accompagnement à l'emploi des personnes au regard des populations accompagnées, MAJ, 2008</p> <p>RPP : mission du responsable d'établissement et du rôle de l'établissement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie 2, MAJ, 2008</p> <p>RPP : mise en œuvre d'une stratégie d'accompagnement à l'emploi des personnes au regard des populations accompagnées, MAJ, 2008</p> <p>RPP : mission du responsable d'établissement et du rôle de l'établissement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie 2, MAJ, 2008</p>	6 mois	<p>Plan de formation pluriannuel 2024 incluant des formations de prévention contre la maltraitance et/ou de sensibilisation à la bientraitance</p> <p>et/</p> <p>des autres formations obligatoires (Secours Inondés / ATSDU / gestion de la douleur ...)</p>	R2 R2	N		<p>Accès à l'analyse de la structure de la structure, la mission pour les discussions éducatives :</p> <p>Elle prend en compte le plan de formation 2024 joint dans la phase locale.</p> <p>L'établissement précise également que les besoins en formation ont été pris en compte des vœux de professionnels et des besoins de terrain repérés par l'Agence de Direction.</p> <p>A chaque formation, une fiche de présence est établie et l'établissement s'engage à la transmettre contre éléments de preuve.</p> <p>La mission prend également acte d'un projet de formation : [REDACTED]</p> <p>L'échec de 6 mois est révisable pour apporter les éléments de preuve et mettre en place la mesure corrective.</p> <p>La date à retenir est celle du 23.01.2024 pour la mise à jour du QIV.</p> <p>La prescription n° 4 est maintenue et actualisée.</p>

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 22/07/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD L'ESPERANCE

Adresse : 24 R DE GRAY

Code postal : 21000

Commune : DIJON

Recommandations				
Nb	0	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R
1		Assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1
2		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R3